



République Française

Ministère chargé
de l'environnement

Demande d'examen du cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Article R. 122-3 du code de l'environnement

cerfa

N° 14734*02

Ce formulaire n'est pas applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement

Ce formulaire complété sera public sur le site internet de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'administration

Date de réception:
16/03/2015Dossier complet le:
23/03/2015N° d'enregistrement:
F09315P0057

1. Intitulé du projet

Conception-réalisation de 99 logements sociaux locatifs et 66 logements en accession sociale "La Mioline" sur la commune de Saint-Cyr-sur-Mer (83270)

2. Identification du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire

2.1 Personne physique

Nom:

Prénom:

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale:

VAR HABITAT ORPHLM

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale:

Martial AUBRY, Directeur Général

RCIS / SIRET:

RC 479 904 732

Forme juridique: établissement public à caractère industriel et commercial

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Rubrique(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de rubrique et sous rubrique	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la rubrique
Rubrique 36	Projet de construction présentant une surface de plancher (SP) d'environ 11 500 m ² (soit compris entre 10 000 et 40 000 m ²), sur une commune dotée d'un document d'urbanisme (POS) n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 4.1 du formulaire

4.1 Nature du projet

Le projet se situe dans le quartier "La Mioline", situé en périphérie du tissu urbain au nord-est de la commune. Ce projet recouvre 4 parcelles cadastrales (DI 231, 232, 234 et 235) représentant une surface de 18 832 m², dont 14 984 m² (parcelles DI 231 et DI 234) sont constructibles, le reste étant réservé pour la création/élargissement de voiries.

Il s'agit de constituer sur ce terrain 7 bâtiments en R+3 et ponctuellement en R+2, de 183 logements répartis en 2 grands ensembles

- bâtiments A1 à A3 : 36 logements en accession sociale (A1 : 23 lgts, A2 : 21 lgts, A3 : 22 lgts) accompagnés de 193 places de parking dont 94 en sous-sols

- bâtiment L1 à L4 : 99 logements collectifs locatifs sociaux (L1 : 29 lgts, L2 : 16 lgts, L3 : 25 lgts, L4 : 29 lgts) accompagnés de 124 places dont 78 en sous-sols

4.2 Objectifs du projet

Le projet de ces 185 logements est situé dans le quartier "La Miolane" destiné au développement urbain de la commune de St Cyr sur Mer. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur dans sa globalité a nécessité une modification du POS de la commune. Cette modification a été approuvée en décembre 2014 par le conseil municipal (modification n°14). L'urbanisation de ce secteur entre dans les objectifs du SCoT Provence Méditerranée (secteur de la Miolane = site d'extension prioritaire = 20 ha, vocation à dominante "habitat ou équipement"). Entourée de secteurs d'habitat individuel (pavillons), de petits collectifs et d'équipements publics, l'objectif sur ce quartier de la Miolane est de densifier légèrement l'urbanisation à proximité de l'axe "Bd de la Litorne" (axe majeur structurant le quartier auquel les logements collectifs doivent être adossés). Ainsi le projet "La Miolane" de Var Habitat confié au groupement Eiffage Empreinte prévoit la construction de plusieurs bâtiments d'habitat collectif en R+3 le long de cet axe, comme défini dans un schéma d'aménagement de principe du quartier. La construction de ces bâtiments prend en compte les exigences du POS sur la zone IVNAc à laquelle elle appartient, mais aussi les exigences de la collectivité et de Var Habitat définies dans plusieurs cahiers des charges. L'aspect environnemental du projet est notamment pris en compte via la notice explicative de la modification du POS qui intègre les enjeux environnementaux du secteur dans le règlement du zonage, mais aussi via un additif au programme d'opération des 185 logements spécifique au volet environnemental (additif n°1 fourni à la maîtrise d'œuvre).

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase de réalisation

Les travaux d'aménagement de ce projet doivent commencer à la mi-novembre 2015 pour une livraison des logements vers septembre 2017. Il n'y aura pas de phasage particulier pour la réalisation des différents bâtiments.

Le terrassement du site sera réalisé d'un seul tenant puis les constructions des différents bâtiments seront réalisées concomitamment.

2 accès seront créés :

- 1 accès chemin de Sauvet pour les bâtiments locatifs sociaux (L1 à L4)
- 1 accès Bd de la Litorne pour les bâtiments en accession sociale (A1 à A3)

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

La réalisation de ces 185 logements permettra de faciliter l'accès au logement pour des familles modestes. Ils se situeront dans un secteur agréable d'entrée de ville, et à proximité de nombreux équipements publics et services ainsi que de grands axes de circulation du secteur.

4.4.1 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La procédure administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(s) document(s) d'accompagnement(s).

Le projet est soumis à un permis de construire

Il n'est pas soumis à permis de bâti

De par ses dimensions et caractéristiques, il n'est pas soumis à une dossier "Loi sur l'eau" selon l'art R214-1 du Code de l'Environnement

4.4.2 Précisez ici pour quelle procédure d'autorisation ce formulaire est rempli

Le formulaire est rempli pour la demande de permis de construire

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale (assiette) de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur
cf. Annexe 6	
Superficie du terrain ouvrant des droits à bâti surface totale parcelle n°1	18 232 m ² 8 269 m ² dont 2 108m ² cédés pour élargissement de voie
surface totale parcelle n°2	9 964 m ² dont 1 260m ² cédés pour élargissement de voie
Nombre de bâtiments surface de plancher nombre de places de parking	7 bâtiments (4 en locatif social et 3 en accession) environ 11 300 m ² 317 dont 177 en sous-sols

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Coordonnées géographiques : Long. 5° 42' 52,3'' E Lat. 43° 11' 12,6'' N

Angle Boulevard de la Littoral / chemin du Sauvet
83 270 St Cyr sur mer
parcelles cadastrales Di231, Di 232, Di234 et Di 235
(voir annexe 6)

Pour les rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° :

Point de départ : Long. ° ' " Lat. ° ' "

Point d'arrivée : Long. ° ' " Lat. ° ' "

Communes traversées :

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ?

Oui Non

4.7.2 Si oui, à quelle date a-t-il été autorisé ?

4.8 Le projet s'inscrit-il dans un programme de travaux ?

Oui Non

Si oui, de quels projets se compose le programme ?

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

5.1 Occupation des sols

Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu du votre projet ?

Le terrain est aujourd'hui un terrain nu (remodelage du sol suite au passage de l'archéologie préventive). Les terrains étaient auparavant occupés par une vigne, essentiellement sur la parcelle DI 231, et des espaces en friche sur les autres parcelles (cf. étude biotope en annexe 11). Le propriétaire, ancien agriculteur, a vendu ses parcelles à l'EPP (établissement public foncier) PACA qui les a mises à disposition de la commune et de Var Habitat. Une étude de septembre 2013 sur l'occupation des sols a montré que le site a été occupé par de la vigne (exploitation extensive) sur une majorité de la parcelle DI231 et de la friche sur la parcelle DI234 et le reste de la parcelle 231. Cependant ce terrain a été fortement remanié par les études de terrains ayant déjà eu lieu, notamment les fouilles archéologiques.

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernant l'aménagement et la construction de sols sur le lieu/tracé de votre projet ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquez et datez d'approbation	La commune de Saint-Cyr-sur-Mer dispose d'un PCS approuvé le 21/12/2001 (cf. Annexe 7)	
Precisez le ou les règlements applicables à la zone du projet	<p>Remarque : Par délibération n° 2014 09-01 en date du 9 septembre 2014, le conseil municipal de la commune de Saint-Cyr-sur-Mer a justifié l'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Mioiane dans le cadre de la modification n°14 du Plan d'Occupation des Sols (POS) au titre de l'article L 123-13-1 du code de l'urbanisme par son classement en zone d'urbanisation future. Cette modification a été approuvée en décembre 2014 par le conseil municipal.</p> <p>Le nouveau zonage spécifique applicable à ce secteur de la Mioiane est donc la zone IVNA. Le projet soumis a ce dossier de cas par cas, se situe dans le sous-zonage IVNAc dédié à l'habitat sous forme de logements collectifs et terrain constructible du projet est concerné par 3 Emplacements Réservés, le long des axes du projet (bd de la Litorne et chemin du Sauvet) et sur une partie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> -ER48 : élargissement du bd de la Litorne -ER62 : Aménagement d'un giratoire entre le bd de la Litorne et le chemin du Sauvet -ER49 : ER pour servitude de mixité sociale au titre de l'art. L123-2b du code de 	
Pour les rubriques 33° à 37°, si les autres documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée

(Complétez le tableau suivant pour tous moyens utilisés, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet <http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact>)

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/laquelle ?
dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Projet situé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,5 km d'une ZNIEFF ferrière de type I (Céline littorale de la Madrague à l'ile Rousse) - 2,2 et 3,5 km des 2 ZNIEFF géologiques (Oratoire saint Jean et Points Grenier; Gisement à épongières) - 2,2 km d'une ZNIEFF marine la plus proche (cf annexe 8A)
en zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
sur le territoire d'une commune inscrite ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Saint-Cyr-sur-Mer mais en dehors des espaces littoraux sensibles à protéger (cf. Annexe 8B) (secteur éloigné du littoral et en amont de l'urbanisation existante)
dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle régionale ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Remarque : site hors trame verte et bleue du SRCE
sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, établi ou non, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du Réseau Routier National (RRN) du Var approuvé le 29 mai 2011. Ce plan de prévention concerne l'autoroute A50 située en limite nord de la commune, soit à plus d'1km du projet.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 7/06/2000 a classé certaines voies interurbaines et voies ferrées comme infrastructures de transport terrestre bruyantes. Aucune de ces infrastructures ne concerne le projet.</p>

dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architecturé, urbain et paysager ?

par une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?

Dans une commune couverte par un Plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ?

Si oui, est-il présent ou approuvé ?

Dans un site où sur des sols pollués ?

Dans une zone de répartition des eaux ?

Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?

Dans un site inscrit ou classé ?

Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :

d'un site Natura 2000 ?

d'un monument historique ou d'un site classé ou patrimoine mondial de l'UNESCO ?

PPR mouvement de terrain mais qui ne concerne pas le site du projet (annexe 8D).
remarques (annexe 8E):

- alea feu de forêt éloigné
- alea moyen pour le retrait/gonflement des argiles sur le secteur de la Molane
- risque sismique : zone de séisme 2 (taïpo)
- risque inondation (czi) éloigné

Aucun site BAROZ recensé sur le site
Aucune activité potentiellement polluante sur le site

Oui Non

Lequel et à quelle distance ?

Projet situé à : (cf. Annexe 6A)

- 1,7 km de la ZSC "La pointe Fauconnière" (FR9301809). Outre l'éloignement significatif, les terrains objectif de la présente modification apparaissent clairement séparés des milieux et espèces associées à ce site Natura 2000 du fait d'un contexte déjà urbanisé et anthropisé, des friches liés à la déprise agricole et de la présence d'une série de coupures physiques et anthropiques importantes (routes, voie ferrée, agglomération, parcelles agricoles...).
- 2,2 km du SIC "baie de la Ciotat" (FR9301968), qui est un site marin, donc avec aucune relation avec le site de la Molane.

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant.

Domaines de l'environnement	Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ?
			Appréciez l'importance de l'impact potentiel
Environnement aquatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les prélevements d'eau sont indirects puisqu'il s'agit des prélevements sur les captages d'eau potable liés à la consommation d'eau potable pour les habitants de ce nouveau projet.</p> <p>Il n'y a aucun plan prévu sur le site.</p> <p>Les impacts potentiels sur les prélevements d'eau sont donc négligeables.</p>
Ressources	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Etude piezométrique montrant une nappe située à une profondeur d'environ 4m.</p> <p>Les constructions ne seront pas en lien avec ces masses d'eau et les travaux n'impliqueront pas d'intervention dans celles-ci. Il n'y a donc pas d'impact sur les nappes d'eau souterraines.</p>
Milieu naturel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les terres végétales décapées seront stockées sur place avant d'être réutilisées pour les espaces verts.</p> <p>La construction des sous-sols entraînera un excédent de matériaux, une partie pourra être réemployée sur place, les excédents seront envoyés en décharge.</p>
Environnement terrestre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Il n'y a pas d'impact sur le sol.</p>
Environnement aquatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Il n'y a pas d'impact sur le sol.</p>
Environnement terrestre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>S'il utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?</p> <p>Le projet n'implique pas d'impact sur le sol.</p>
Environnement aquatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet n'implique pas d'impact sur l'environnement aquatique.</p> <p>Un diagnostic hydrologie a été réalisé sur le site par Eaufrance en septembre 2011, à la demande de l'EPCI A (commune de la Jeune). Il a été constaté que les niveaux de la nappe phréatique sont suffisamment élevés pour assurer l'alimentation du site d'exploitation et l'interface entre sources variées et nappes régionales permettent une disponibilité pouvant être qualifiée de stable à moyen terme dans le temps. Plusieurs sources ont été identifiées sur le secteur à cette période, mais aucune ne présente un caractère permanent ou un risque de枯渇.</p> <p>Remarque : Sur les 27 impacts d'enjeux identifiés dont 14 sont traités au fil de l'étude de l'environnement, 11 sont prélevés par le site d'exploitation du Bâtiment. L'absence de cette demande sur l'environnement et les incidences de leur prélevement.</p> <p>Ces dernières appartiennent toutes deux à la liste des contraintes techniques liées aux communes et nécessitant une analyse dans le cadre de l'environnement du projet. Le Bâtiment l'assure. L'absence de cette demande sur le site d'exploitation pour le site de l'exploitation peut être constatée pour les sources variées de l'eau du bassinage connues et être traitées dans l'analyse environnementale réalisée intégralement du projet.</p> <p>Pour l'opérateur il est sûr de se tenir à ses obligations en matière écologique et du RGPD.</p> <p>Le projet n'a pas d'impact sur le milieu naturel.</p>

	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	Les terrains du projet étaient initialement occupés par de l'activité agricole (vigne). Cependant, les parcelles concernées par le projet ont été vendues depuis 1 an environ par le propriétaire ancien agriculteur, à l'EPP PACA. Le projet d'aménagement n'a donc pas d'impact sur la consommation d'espaces agricoles.
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Risques et nuisances	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Risque sismique zone 2
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Commodités de voisinage	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	Ce nouveau projet d'habitat sur un secteur actuellement à dominante agricole, modifiera la typologie des bruits émis dans ce secteur avec l'arrivée d'une circulation de desserte de la résidence ainsi que les bruits liés à la via des habitants. Il implique donc un émission accrue de bruit dans le secteur, ces niveaux de bruit resteront tout à fait acceptable pour les populations car aucune activité très bruyante n'est prévue sur le site.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Saint Cyr sur mer étant concernée par un PPBE le à l'A50, le projet n'est pas concerné par le bruit de cette infrastructure car située à plus d'1km. De même pour les infrastructures de transport terrestre bruyantes qui ne concernent pas le projet. Ces infrastructures n'ont donc pas d'impact sur le projet.
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

Environnement	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	Les émissions lumineuses engendrées proviendront de l'éclairage des espaces communs (parkings, jardins...) ainsi que de manière diffuse depuis les logements. Elles seront sans conséquence sur l'environnement car le projet ne se situe pas dans un corridor écologique particulier.
	Est-il susceptible de générer des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	Le projet est situé en bordure d'urbanisation ce qui va faire faiblement affecter par les éclairages urbains de la commune.
Pollutions	Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase travaux des poussières peuvent être émises dans l'air. Il s'agit d'un impact temporaire qui peut être facilement limité par la mise en place d'une charte de chantier faibles nuisances. Les rejets polluants dans l'air envisageables en phase exploitation sont les émissions des VMC ou les rejets de chaudières (chaudière gaz prévue). Dans tous les cas ces rejets resteront conformes à la réglementation et seront négligeables pour la qualité de l'air globale de la ville.
	Engendre-t-il des rejets hydrauliques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	Avec l'urbanisation de ces parcelles plusieurs rejets hydrauliques sont prévus : - rejets des eaux pluviales : ces eaux pluviales ne sont pas envoyées vers le milieu naturel, en effet elles sont envoyées vers le réseau communal à débit limité grâce à la mise en place d'un bassin de stockage - rejets des eaux usées : celles-ci sont évacuées par le réseau communal et envoyées à la STEP de la commune. Les rejets d'eau sont donc traités par les réseaux canonaux. Il n'y a donc pas d'impact direct de ces eaux sur le milieu aquatique naturel.
Patrimoine / Cadre de vie / Population	Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	L'aménagement de ce projet implique l'émission de déchets (en phase travaux puis exploitation) qui n'auront pas d'impact pour la santé et la sécurité publique. En phase travaux les déchets de construction seront gérés par les entreprises qui sont responsables de leurs déchets et disposent des filières adaptées pour les éliminer. Aucun déchet de chantier ne sera brûlé ou laissé sur la zone. En phase exploitation, les déchets produits seront des déchets ménagers qui seront remassés par les services communautaires. Aucun déchet d'activité ne sera être générée sur cette résidence.
	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	Le projet a été conçu en accord avec les règles architecturales du POS. Les volumétries sont de type R+3 (petit collectif) afin de concilier une nécessaire densification dans cette zone avec un secteur environnant à dominante pavillonnaire (R0 ou R+1 en général). Les matériaux utilisés respecteront les aspects traditionnels des constructions alentour. (cf. Annexe 9) Concernant l'archéologie, un diagnostic préventif a été effectué sur la zone ne mettant pas à jour d'élément à protéger.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, tourisme / aménagements) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	Sylviculture : Aucun boisement ou zone d'activité liée à la sylviculture n'est touchée par le projet. Activité agricole : Les terrains du projet étaient initialement occupés par l'activité agricole (vigne), cependant les parcelles concernées par le projet ont été vendues depuis 1 an environ par le propriétaire, ancien agriculteur, à l'EPF PACA. Il n'y a donc pas d'impact sur l'activité agricole dans ce secteur. Urbanisme et aménagements : L'urbanisation de ces parcelles entre dans le cadre du développement du quartier de la Molière, dont l'ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'une notice spécifique de ses impacts environnementaux (notamment les impacts sur l'agriculture) pour justifier la modification du POS en ce sens (cf. Annexe 10). La construction de ce projet intervient aussi concurremment avec la réorganisation du réseau viaire du secteur (renforcement du bd de la Litane).

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?

Oui Non Si oui, décrivez les autres :

D'autres projets sont en cours ou ont déjà été réalisés dans le quartier de La Molane. Les réseaux viaires et de desserte (électricité, eau potable, eau usée, eaux pluviales ...) sont réalisés dans le cadre de l'urbanisation du quartier par la commune avec les capacités définies par le POS. Au total, sur ce quartier, on peut évaluer à environ 7 ha de surface qui seront urbanisés prochainement représentant environ 470 logements supplémentaires pour la commune.

Un groupe d'habitations (lotissement à l'est du bd de la Litomé, en face du projet) existent déjà tandis que 2 lotissements sont en cours de vente (Les Clématis et Le Domaine de la Litomé).

Le lotissement "Les Clématis" a notamment fait l'objet d'une déclaration Loi sur l'eau en juillet 2013.

Le tableau présenté en annexe 10 et issu de la notice de la modification n°14 du POS présente les impacts à l'échelle du secteur et les actions mises en œuvre pour "compenser" ces impacts.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez les autres :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact, ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet de construction de 165 logements "La Molane" (environ 11 300 m² de surface de plancher) est réalisé sur la commune de Saint-Cyr-sur-Mer dans le quartier "La Molane", secteur dédié au développement de l'urbanisation future de la commune.

Realisé sur 18 232m² de terrain constructible, il permettra une mixité sociale sur ses 7 bâtiments avec plusieurs typologies d'habitats (accession sociale, locatif social ...) représentant une surface de plancher d'environ 11 300m².

L'urbanisation de ce secteur en continuité directe des quartiers déjà urbanisés de la ville permet d'éviter le mitage sur ce territoire. De plus le secteur présente des contraintes environnementales faibles (risques naturels absents, enjeux faunistique et floristique faibles, ...). L'agriculture initialement présente sur le secteur a disparu depuis plus d'un an avec la vente de ce terrain à l'EPF PACA. Une grande partie des contraintes du secteur a déjà été prise en compte dans le développement de ce quartier, mis en évidence dans la notice environnementale d'explication de la modification du POS pour la réalisation du quartier de la Molane. Ce développement urbain prévoit aussi le développement d'un réseau de voiries et de réseaux en accord avec la future urbanisation de ce secteur dont fait partie le présent projet.

Ce projet intègre donc les prescriptions faites dans le règlement du POS.

La construction en R+3, et ponctuellement en R+2, permet de densifier l'habitat tout en conservant une part importante d'espaces verts sur la parcelle et de s'insérer dans l'environnement pavillonnaire existant.

Il n'y aura au final que des impacts très faibles sur l'environnement :

- les principes de conception prévoient un bonne intégration paysagère du projet.
- l'eau pluviale est gérée par rejet au réseau communal ainsi qu'au niveau de la parcelle par un bassin de stockage (sans infiltration) pour limiter le débit de ruée.
- les bâtiments sont reliés à l'ensemble des réseaux de la commune (eaux usées, eau potable, électricité ...)
- conception des logements en RT2012 permettant de limiter les consommations énergétiques et donc les impacts sur l'air et le climat ...

Au vu de ces éléments le projet ne nécessiterait pas d'étude d'impact approfondie.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet

1. L'annexe n°1 intitulée « Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » (non publiée)
2. Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/34 000 (il peut s'agir d'un extrait cartographique du document d'urbanisme si existant)
3. Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue. L'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain
4. Un plan du projet où, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 12°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos (nominatives et complètes si nécessaire selon les évolutions récentes), à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan de 90 précise l'emplacement des constructions et terrains avoisinants ainsi que les conduits d'eau et eaux grises.

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation ainsi que les parties (nominatives) elles se rattachent.

Objet

8 - EXTRAIT DU CADASTRE ET PLAN DES ESPACES CONSTRUCTIBLES DU PROJET

- 7 - Eléments du POS modifié - Document graphique zoomé sur "La Molane".
- 8 - Enjeux environnementaux :
 - A - cartes des zonages réglementaires et d'inventaires faunistique floristique (ZNIEFF et Natura 2000)
 - B - Carte des périmètres concernés par la Loi Littoral
 - C - Carte des infrastructures de transport terrestre bruyantes
 - D - PPR mouvements de terrain
 - E - Carte des risques sur la commune
- 9 - Schéma de principe d'insertion paysagère du projet et esquisses du projet (phase concours)
- 10 - Tableau des incidences prévisibles sur l'environnement de l'aménagement du quartier de la Molane (source : notice explicative de synthèse de la modification n° 14 du POS de Saint-Cyr-sur-Mer - 2014)
- 11 - Diagnostic écologique sur le secteur de la Molane - Bistre septembre 2013

9. Engagement et signature

Je certifie, sur l'honneur, l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à

La Valdene de Var

le : 20 Mars 2015

Signature



LE DIRECTEUR GENERAL
Martial AUBRY
et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
Laurent DENIS